

www.coe.int/TCY



Strasbourg, le 6 décembre 2012

T-CY (2012) 26F
(provisoire)

Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY)

8^e réunion plénière

Strasbourg, 5-6 décembre 2012

Rapport de réunion abrégé

1	Introduction	3
2	Décisions	3
3	Annexes.....	6
3.1	Ordre du jour annoté	6
3.2	Liste des participants	9

1 Introduction

Le T-CY, réuni à Strasbourg les 5 et 6 décembre 2012, était présidé par Markko Künnapu (Estonie). Quelque 65 représentants des Etats Parties et des observateurs y ont participé.

La réunion a été ouverte par Jan Kleijssen (Directeur de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, DG1, Conseil de l'Europe), qui a présenté au Comité les développements récents et à venir.

2 Décisions

Le T-CY a pris les décisions suivantes :

Point 2 de l'ordre du jour : Etat des signatures, des ratifications et des adhésions à la Convention de Budapest et à son Protocole

- Se féliciter des récentes ratifications par Malte, la Géorgie, l'Autriche, le Japon et la Belgique, et de l'adhésion de l'Australie.
- Encourager les signataires et les Etats invités à y adhérer à devenir Parties à la Convention dès que possible.
- Appeler les Etats à s'assurer que les instruments d'adhésion ou de ratification sont complets et indiquent les autorités compétentes en matière d'entraide judiciaire et d'extradition.

Point 4 de l'ordre du jour : Programme de travail 2012-13 : progrès accomplis et activités menées par le T-CY

- Prendre note des progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de travail du T-CY.
- Se féliciter du soutien apporté à la Convention de Budapest par d'autres organisations internationales et des initiatives telles de la Conférence de Budapest sur le cyberspace (octobre 2012).

Point 5 de l'ordre du jour : Evaluation des articles 16, 17, 29 et 30

- Adopter le projet de rapport d'évaluation sur le principe, tout en invitant Chypre, l'Allemagne et la Hongrie à fournir des informations supplémentaires d'ici au 14 décembre.
- Demander au Secrétariat du T-CY de diffuser par la suite une version révisée du rapport pour adoption définitive par le T-CY (procédure écrite).

Point 6 de l'ordre du jour : Autres dispositions à évaluer

- Evaluer en 2013 la mise en œuvre des dispositions suivantes relatives à la coopération internationale :
 - Article 31 – Entraide concernant l'accès aux données stockées
 - Article 23 – Principes généraux relatifs à la coopération internationale
 - Article 25 – Principes généraux relatifs à l'entraide
 - Article 26 – Information spontanée

- Article 27 – Procédures relatives aux demandes d'entraide en l'absence d'accords internationaux applicables
 - Article 28 – Confidentialité et restriction d'utilisation
 - Article 35 – Réseau 24/7
- Demander au Bureau et au Secrétariat du T-CY de diffuser aux Parties, avant le 15 février 2013, un questionnaire dont la date limite de réponse sera fixée au 5 avril 2013, de manière à permettre au T-CY de discuter du premier projet lors de sa 9^e réunion plénière.
- Inviter les signataires et les Etats invités à adhérer à la Convention à participer aux évaluations sur la base du volontariat.

Point 7 de l'ordre du jour : Dialogue avec les organisations internationales (dotées du statut d'observateur auprès du T-CY)

- Se féliciter des informations fournies par les représentants de la Commission de l'Union africaine, de l'Union européenne, du Sous-groupe sur la criminalité de haute technologie du G8, de l'Organisation des Etats américains et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.
- Appeler les Parties à se consulter pour adopter des positions communes à l'ONU et dans les autres tribunes internationales, conformément à l'objectif 5 du programme de travail du T-CY.

Point 8 de l'ordre du jour : Groupe ad hoc sur l'accès transfrontalier

- Adopter et publier le rapport du Groupe ad hoc sur l'accès transfrontalier du T-CY.
- Prolonger le mandat du Groupe ad hoc du T-CY sur l'accès transfrontalier et la compétence au 31 décembre 2013 et y inclure les tâches suivantes :
 - Préparer une note d'orientation sur l'article 32 de la Convention de Budapest, notamment en consultant les organes du secteur privé. Un projet sera élaboré afin d'être examiné à la 9^e réunion plénière du T-CY mi-2013 et une audition des organes du secteur privé pourrait être organisée à cette occasion. La note d'orientation sera ensuite soumise pour adoption à la 10^e réunion plénière avant le 31 décembre 2013.
 - Soumettre d'ici juin 2013 au pour approbation un projet de mandat du Comité des Ministres chargeant le T-CY de préparer un protocole additionnel, et présenter des éléments sur le contenu et le champ d'application éventuels de ce protocole.
 - Dans l'attente du mandat du Comité des Ministres, préparer un premier projet de texte concernant cet éventuel protocole, qui sera examiné à la 10^e réunion plénière du T-CY.
- Inviter le Japon à déléguer un expert au sein du Groupe et ouvrir les travaux du Groupe aux représentants d'autres Parties à la Convention qui souhaiteraient participer à ses réunions.
- Permettre d'inviter des experts au cas par cas.

Point 9 de l'ordre du jour : Notes d'orientation du T-CY

- Elaborer des notes d'orientation visant à faciliter la mise en œuvre de dispositions spécifiques de la Convention de Budapest.
- Adopter la note d'orientation n° 1 sur la notion de « systèmes informatiques » (article 1.a de la Convention de Budapest).
- Entamer la préparation d'autres notes d'orientation concernant les attaques par déni de service et les réseaux zombies ; les attaques contre les infrastructures d'information critiques ; les nouvelles formes de logiciels malveillants ; la fraude, le hameçonnage et l'usurpation d'identité ; les spams.
- Présenter ces projets de notes d'orientation aux 9^e et 10^e réunions plénières en 2013 pour examen et adoption.

Point 10 de l'ordre du jour : Examen de la dotation financière

- Prendre note que les fonds alloués au T-CY en 2013 au titre du budget ordinaire seront similaires à ceux de 2012 et qu'un cofinancement via le Projet global sur la cybercriminalité (phase 3) est donc nécessaire.
- Dans ces conditions, encourager les Parties et les observateurs à verser des contributions volontaires supplémentaires à ce Projet pour que les activités du T-CY puissent être menées comme prévu.
- Se féliciter de l'engagement pris par le Royaume-Uni de verser une contribution volontaire supplémentaire au Projet global (phase 3).

Point 11 de l'ordre du jour : Révision du règlement du Bureau

- Adopter le règlement révisé du Bureau.

Point 12 de l'ordre du jour : Autres questions

- Prendre note des activités menées dans le cadre du Programme de coopération technique du Conseil de l'Europe et de leur complémentarité par rapport aux travaux du T-CY.
- Prendre note du document de synthèse concernant la protection des enfants contre la violence sexuelle et les normes pénales des Conventions de Budapest et de Lanzarote.

Point 15 de l'ordre du jour : Prochaine réunion du T-CY

- Proposer d'organiser la 9^e réunion plénière du T-CY les 5 et 6 juin 2013.
-

3 Annexes

3.1 Ordre du jour annoté

Ordre du jour annoté

Mercredi 5 décembre, 10 heures – Jeudi 6 décembre, 18 heures

(Veuillez noter que les points de l'ordre du jour marqués d'un * sont pour décision par les membres représentant des Parties contractantes à la Convention de Budapest)

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour	
2. Etat des signatures, ratifications, adhésions à la Convention de Budapest et à son Protocole Les participants sont invités à examiner l'état des signatures, ratifications ou adhésions par divers pays.	Convention de Budapest Protocole
3. Informations fournies par des Parties et Observateurs – Tour de table Les participants sont invités à présenter des informations sur les évolutions législatives, les principaux cas, les événements importants, la formation offerte à d'autres pays etc.	
4. Plan de travail 2012-13 : progrès accomplis et activités menées par le T-CY Le Président informera les membres des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan de travail du T-CY. Les participants sont invités à examiner les prochaines étapes.	T-CY(2011)04F (Workplan) - Internet Governance Strategy
5. Evaluation des articles 16, 17, 29 et 30 : 2 ^{ème} lecture et adoption du rapport* Suite à la 1 ^{ère} lecture du projet de rapport d'évaluation lors de la 7 ^{ème} réunion plénière, les membres du T-CY sont invités à poursuivre les discussions sur la base de la version mise à jour et en vue de l'adoption du rapport.	T-CY(2012)10rev Projet révisé de Rapport d'évaluation (restreint)
6. Evaluations : Autres dispositions à évaluer* Les membres du T-CY sont invités à arrêter les dispositions de la Convention de Budapest qui seront à évaluer dans le prochain cycle d'évaluation.	
7. Dialogue avec les organisations internationales (dotées du statut d'observateur auprès du T-CY) Les représentants des organisations internationales dotées du statut	

<p>d'observateur auprès du T-CY sont invités à présenter les activités pertinentes et à échanger avec les membres du T-CY. Les Observateurs sont la Commission de l'Union Africaine, ENISA, l'Union Européenne, Interpol, l'UIT, l'OEA, l'OCDE, l'OSCE, UNODC, G8 High-tech Crime Subgroup.</p>	
<p>8. Accès transfrontalier : présentation du rapport du Groupe Ad-hoc</p> <p>Le T-CY est invité à examiner le projet de rapport du Groupe Ad-hoc sur l'accès transfrontalier aux données et les flux de données.</p> <p>Le TCY est invité à se prononcer sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La préparation d'un Guide Pratique sur l'article 32 de la Convention sur la cybercriminalité - L'élaboration d'un projet de Mandat sur la préparation d'un Protocole additionnel - Prolonger le mandat du Groupe Transfrontalier jusqu'au 31 décembre 2013. 	<p>T-CY(2012)3 Rapport du Groupe Ad-hoc (restreint)</p>
<p>9. T-CY Guide Pratique*</p> <p>Le T-CY est invité à examiner la préparation et l'adoption d'un « Guide pratique » en vue de faciliter la mise en œuvre des dispositions spécifiques de la Convention de Budapest.</p> <p>Le projet de Guide pratique 1 fait suite à une décision antérieure du T-CY (1^{ère} Plénière de 2006), concernant l'article 1.a, à savoir la signification du terme 'système informatique'.</p> <p>Le T-CY est invité à confirmer une nouvelle fois et adopter ce Guide. Les membres sont invités à proposer des sujets de Guides qui seront élaborés en 2013.</p>	<p>T-CY(2012)21 Guide pratique 1 (Article 1.a)</p>
<p>10. Examen de la dotation financière du T-CY pour 2013</p> <p>Le Secrétariat informera les participants de l'état des ressources financières disponibles pour le T-CY en 2012/13.</p> <p>Les membres du T-CY sont invités à faire état de possibles sources de financement pour le T-CY en 2013.</p>	
<p>11. Modification du Règlement intérieur du Bureau*</p> <p>Les membres du T-CY sont invités à examiner une modification du règlement intérieur du Bureau prévoyant un élargissement de celui-ci, eu égard au nombre de Parties et à la représentation géographique.</p> <p>Aucune élection n'est prévue lors de cette réunion Plénière.</p>	<p>T-CY(2012)24 Projet de Règlement révisé</p>
<p>12. Divers</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protection des enfants contre la violence sexuelle : les points de référence de la Convention de Lanzarote et la Convention de Budapest (projet d'étude). - Les activités des projets de coopération technique - Divers 	

13. Prochaine réunion du T-CY	
-------------------------------	--

Pour obtenir les documents dits 'restreints', veuillez contacter veronika.deleon@coe.int .

3.2 Liste des participants

BUREAU MEMBERS

Country	Name	Institution
ESTONIA	Mr Markko KÜNNAPU (T-CY Chair)	Adviser Ministry of Justice Tonismagi 5A EST-15191 Tallinn
NETHERLANDS	Mr Erik PLANKEN (T-CY Vice-Chair)	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department Ministry of Justice Schedeldoekshaven 100 NL-2511 EX Den Haag H9.42
PORTUGAL	Mr Pedro VERDELHO	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon Procuradoria Geral da Republica Rua de Vale do Pereiro, n ^o 2, 3 ^o 1269-113 LISBOA
ROMANIA	Ms Ioana ALBANI	Chief Prosecutor, Head of the Cybercrime Unit Prosecutor's Office attached to the High Court of Cassation and Justice Directorate for the Investigation of Organised Crime and Terrorism offences 14, Libertatii Blvd, Sector 5, Bucharest
SERBIA	Mr Branko STAMENKOVIC	Head of the Special Department for High-Tech Crime of HPPO Belgrade Office of the Public Prosecutor of Serbia Nemanjina 22-26 str. RS-11000 Belgrade
UNITED KINGDOM	Mr Justin MILLAR	Head of Cyber Crime Policy Home Office London
USA	Ms Betty SHAVE	Assistant Deputy Chief for International Computer Crime Computer Crime and Intellectual Property Section US Department of Justice Washington, DC

PARTIES TO THE CONVENTION

Country	Name	Institution
ALBANIA	Ms Diana STILLO SILA	Department of Foreign Jurisdictional Relations Ministry of Justice
ARMENIA	Mr Samvel HOVSEPYAN	Head of Division of Struggle Against High-tech Crimes, General Department of Struggle Against Organized Crime Police of the Republic of Armenia Nalbandyan str n. 130, 0025 Yerevan

ARMENIA	Mr Andrey YASHCHYAN	Senior Officer of Division of Struggle Against High-tech Crimes, General Department of Struggle Against Organized Crime Police of the Republic of Armenia Nalbandyan str n. 130, 0025 Yerevan
AUSTRIA	Mr Kai MAYER	Federal Ministry of the Interior Criminal Intelligence Service Josef Holaubek Platz 1 A-1090 WIEN
AZERBAIJAN	Mr Samir MUKHTARZADE	Senior detective officer, Cybercrime unit 2 Ministry of National Security Parliament Pr. Baku
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mr Tomislav CURIĆ	Expert Adviser Department for Combating Organized Crime and Corruption Ministry of Security Trg BiH 1, 71000 Sarajevo
BULGARIA	Mr Vasil PETKOV	Inspector Cybercrime, IPR and Gambling Section, General Directorate Combating Organized Crime, Ministry of Interior
CROATIA	Mr Dubravko PALIJAS	Deputy to the Chief State Prosecutor's Office
CYPRUS	Mr. Markos NIKOLETTIS	Head of the Office for Combating Cybercrime Cyprus Police
ESTONIA	Mr Markko KÜNNAPU	Adviser Ministry of Justice Tonismagi 5A EST-15191 Tallinn
FINLAND	Mr Jani JUKKA	District Prosecutor / Key Prosecutor Computer Crime Prosecutor's Office of Länsi-Uusimaa Vitikka 1 B 1 FIN-02630 Espoo
FINLAND	Mr Jouko HUHTAMÄKI	Ministerial Adviser Police department Ministry of the Interior Kirkkokatu 12 00100 HELSINKI
FRANCE	Ms Delphine GAY	Capitaine de Police OCLCTIC Ministère de l'Intérieur 101 rue des Trois Fontanot 92000 Nanterre
GEORGIA	Mr Georgi TIELIDZE	Chief Specialist, International relations department Ministry of Internal Affairs

GERMANY	Mr Markus BUSCH	Head of Division Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime Federal Ministry of Justice Mohrenstraße 37 10117 Berlin
GERMANY	Mr Ullrich WETZEL	Deputy Head of Division Federal Ministry of Justice Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime Division Mohrenstraße 37 10117 Berlin
GERMANY	Mr Markus KLINGER	Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Germany to the Council of Europe 6, quai Mullenheim 67000 Strasbourg
HUNGARY	Ms Rita LISZKAI	Ministry of Interior Department of Codification and Coordination
JAPAN	Mr Hiroyuki OKAJIMA	Director, International Safety and Security Cooperation Division, Foreign Policy Bureau, Ministry of Foreign Affairs
JAPAN	Mr Yoshimitsu YAMAUCHI	Senior Attorney for International Affairs Criminal Affairs Bureau Ministry of Justice
JAPAN	Ms Akino KOWASHI	Official, International Safety and Security Cooperation Division, Foreign Policy Bureau, Ministry of Foreign Affairs
JAPAN	Mr Hideaki GUNJI	Attorney/Consul Consulate-General of Japan in Strasbourg 20 place des Halles F-67000 Strasbourg
LATVIA	Mr Aleksandrs BUKO	State Police Head of Unit Combating Cybercrime and IPR Protection Unit Stabu Street 89 LV - 1009 Riga
LITHUANIA	Mr Žilvinas SIDERAVIČIUS	Chief Investigator Police Department Ministry of the Interior Criminal Police Board Saltoniškių str. 19 Vilnius
MOLDOVA	Mr Veaceslav SOLTAN	Prosecutor Chief of Department on Information Technology and Cybercrime Investigation General Prosecutor Office Mitropolit Banulescu-Bodoni, 26 MD-Chisinau

MONTENEGRO	Mr Vladimir VUJOTIC	Adviser Ministry of Justice Vuka Karadzica 3, 81000 Podgorica
NETHERLANDS	Mr Jean-Luc LUIJS	Policy Advisor Law Enforcement Department Ministry of Justice Schedeldoekshaven 100 NL-2511 EX Den Haag H9.42
NETHERLANDS	Mr Erik PLANKEN	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department Ministry of Justice Schedeldoekshaven 100 NL-2511 EX Den Haag H9.42
NORWAY	Ms Anne BRODTKOB	Assistant Director General Ministry of Justice
NORWAY	Mr Eirik Trønnes HANSEN	Prosecutor Kripos 6, Brynsalleen 0667 Oslo Postboks 8163 Dep. 0034
PORTUGAL	Mr Pedro VERDELHO	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon Procuradoria Geral da Republica Rua de Vale do Pereiro, nº 2, 3º 1269-113 LISBOA Portugal
ROMANIA	Ms Ioana ALBANI	Chief Prosecutor, Head of the Cybercrime Unit Prosecutor's Office attached to the High Court of Cassation and Justice Directorate for the Investigation of Organised Crime and Terrorism offences 14, Libertatii Blvd, Sector 5, Bucharest
SERBIA	Mr Branko STAMENKOVIC	Head of the Special Department for High-Tech Crime of HPPO Belgrade Office of the Public Prosecutor of Serbia Nemanjina 22-26 str. RS-11000 Belgrade
SLOVENIA	Mr Toni KASTELIC	Head of Computer Investigation Centre Criminal Police Directorate Stefanova 2 1000 Ljubljana
SPAIN	Mr Cesar LORENZANA	Captain Deputy Head of Cybercrime Central Unit Guardia Civil Calle Salinas del Rosio 33-35 E - 28042 Madrid
SPAIN	Ms Maria Elvira TEJADA DE LA FUENTE	Head Cybercrime Prosecutor's Office General Prosecutor's Office C/ José Ortega y Gasset, 57 – 1º
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Mr Vladimir MILOSESKI	Public Prosecutor Basic Public Prosecutor's Office in Skopje XII Udarne brigada Br. 2-a 1000 Skopje

UKRAINE	Mr Valentyn PETROV	Expert Security Service of Ukraine Volodymyrska str. 33 Kyiv, Ukraine
UNITED KINGDOM	Mr Justin MILLAR	Head of Cyber Crime Policy Home Office London
USA	Ms Betty SHAVE	Assistant Deputy Chief for International Computer Crime Computer Crime and Intellectual Property Section US Department of Justice Washington DC

OBSERVERS

Country / Organisation	Name	Institution
ARGENTINA	Mr Gabriel CASAL	Jefe de Gabinete de Asesores Jefatura de Gabinete de Ministros Av. Roque Sáenz Peña 511 5to piso AG-Buenos Aires
ARGENTINA	Mr Norberto FRONTINI	Subsecretaria de Política Criminal Ministerio de Justicia, Seguridad y Derechos Humanos Sarmiento 329, 4 ^o piso Ciudad Autónoma de Buenos Aires, C1041AAG AG-Buenos Aires
CANADA	Mr Gareth SANSOM	Director, Technology and Analysis, Criminal Law Policy Section, Department of Justice Canada
CHILE	Mr Ligia CARRASCO	Ministerio des Interior y Seguridad
COSTA RICA	Mr Adalid MEDRANO	Abogado & Consultor en Nuevas Tecnologías Aptdo.54-2010 San José, Costa Rica
DOMINICAN REPUBLIC	Mr César MOLINÉ	Legal Counsel Instituto Dominicano de las Telecomunicaciones Ave. Abraham Lincoln 962, Edificio Osiris, Santo Domingo, Distrito Nacional, República Dominicana
MEXICO	Ms Lydia MADERO	Permanent Observer <i>a.i.</i> Permanent Mission of Mexico to the Council of Europe 8, boulevard du Président Edwards 67000 Strasbourg
PHILIPPINES	Mr Geronimo SY	Assistant Minister Ministry of Justice Padre Faura, Ermita 1000 Manila

RUSSIAN FEDERATION	Mr Ernest CHERNUKHIN	First Secretary Ministry of Foreign Affairs Smolenskaya-Sennaya sg 32/34 119200 Moscow
RUSSIAN FEDERATION	Mr Veniamin YARKIN	Attache, Department of New Challenges and Threats, Ministry of Foreign Affairs
SENEGAL	Mr Mustafa KA	Conseiller technique Ministère de la Justice Dakar, Sénégal
SOUTH AFRICA	Mr Pitso Montwedi	Chief Director, Human Rights & Humanitarian Affairs Department of International Relations and Cooperation
SOUTH AFRICA	Ms Irene Moetsana-Moeng	Department of International Relations and Cooperation
SWEDEN	Mr Erik Fågelsbo	Special Adviser, Division for Prosecution Issues, Ministry of Justice
SWEDEN	Ms Cecilia Trossmark	Legal and Development Department Hantverkargatan 15, Box 820, SE-101 36 STOCKHOLM
TURKEY	Mr Bilal SEN	Superintendent TNP - Cyber Crimes Department Bilişim Suçlarıyla Mücadele Daire Başkanlığı Söğütözü / Ankara
African Union Commission	Mr Okechukwu Emmanuel IBE	Coordinator, Chairperson Office 1 Roosevelt street, W.22, K.19 Addis-Ababa, Ethiopia
EUROPEAN COMMISSION	Mr Christian D'CUNHA	Unit A3 Police cooperation and access to information DG Home Affairs
EUROPEAN COMMISSION	Mr André RIZZO	
G8 Roma-Lyon Group	Mr Thomas DUKES	Chair of the G8 Roma-Lyon Group's High-Tech Crime Subgroup
OAS/CICTE	Mr Brian SULLIVAN	Program Manager, CICTE 1889 F St., NW Washington DC
UNODC	Mr Steven MALBY	Drug Control and Crime Prevention Officer Organized Crime and Illicit Trafficking Branch Division for Treaty Affairs

EXPERTS

Name	Institution	Contact details
Mr G KANNAN	Senior State Counsel / Deputy Public Prosecutor Senior Director, Appellate Litigation & Senior Director, Technology Crime Unit State Prosecution Division Attorney-General's Chambers, Singapore	Tel: +65 6332 6533 Fax: +65 6332 4685 / 6332 4605 KANNAN_G@agc.gov.sg
Mr Marko JURIC	Pravni Fakultet Zagreb	marko@pravo.hr

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT

Name	Details
Mr Jan KLEIJSEN	Director of Information Society and Action against Crime Directorate General Human Rights and Rule of Law
Mr Alexander SEGER	Secretary of the Cybercrime Convention Committee Head of Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 (0)3 90 21 45 06 Fax +33 (0)3 90 21 56 50 alexander.seger@coe.int
Ms Cristina SCHULMAN	Head of Cybercrime Unit Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 (0)3 88 41 21 03 Fax +33 (0)3 90 21 56 50 cristina.schulman@coe.int
Ms Sophie KWASNY	Head of Data Protection Unit Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 390 21 43 39 sophie.kwasny@coe.int
Mr Mustafa FERATI	Programme Officer Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 390 21 45 50 mustafa.ferati@coe.int
Mr Gergo NEMETH	Programme Officer Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 390 21 52 06 gergo.nemeth@coe.int

Ms Veronika DELEON	Project Assistant Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 390 21 43 49 Veronika.DELEON@coe.int
--------------------	--